ARRETE DE VOIRIE

PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

STATIONNEMENT INTERDIT SUR LA COMMUNE D'AMBERRE - VÉHICULES LÉGERS ET POIDS LOURDS– Voie Communale n° 2 La Chaise, le Chemin Rural de la Bruyère à Ambrette.

N° 027/2024

Le Maire de la Commune d'Amberre, Vienne,

VU la demande en date du 01 août 2024 par laquelle la société SOGETREL située 10 rue des Entrepreneurs 86000 POITIERS, représentée par Monsieur Alexandre GAROTIN,
demande l'AUTORISATION DE STATIONNEMENT ou d'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX, sur la commune d'Amberre
VU le Code de la voirie routière,
VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 07 janvier 1983,

ARRETE

ARTICLE 1 - La Société SOGETREL est autorisée à effectuer les travaux nécessaires à la réalisation d'implantation de 3 poteaux TELECOM, sous réserve de remettre la chaussée présente autour de ces poteaux dans son état initial.

ARTICLE 2 - Les travaux seront autorisés du 26 août 2024 au 25 octobre 2024 inclus et resteront entièrement à la charge du demandeur.

ARTICLE 3 - Un arrêté d'interdiction de stationnement sera édité, le demandeur devra mettre en place des panneaux de type **BK6a1** afin d'informer les riverains étant susceptibles d'utiliser ces voies.

ARTICLE 4 - La responsabilité de la Commune sera dégagée en cas de dommages causés à autrui.

ARTICLE 5 - La présente autorisation ne saurait dégager la responsabilité de la Société SOGETREL en cas d'accident ou dommage causé à un tiers.

Amberre, le 02 août 2024.
Pour Le Maire, la 3ème Adjoint,
Anne SAVATIER.

MAIRIE D'AMBERRE
86 (Vienne)

Notifié à l'intéressée le 02 août 2024.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.